

NUOVA **ANTOLOGIA** 
MILITARE
RIVISTA INTERDISCIPLINARE DELLA SOCIETÀ ITALIANA DI STORIA MILITARE

Fascicolo Speciale 2021
**Intelligence militare, guerra clandestina
e Operazioni Speciali**

a cura di
GÉRALD ARBOIT



Società Italiana di Storia Militare

Direttore scientifico Virgilio Ilari
Vicedirettore scientifico Giovanni Brizzi
Direttore responsabile Gregory Claude Alegi
Redazione Viviana Castelli

Consiglio Scientifico. Presidente: Massimo De Leonardis.

Membri stranieri: Christopher Bassford, Floribert Baudet, Stathis BIRTHACAS, Jeremy Martin Black, Loretana de Libero, Magdalena de Pazzis Pi Corrales, Gregory Hanlon, John Hattendorf, Yann Le Bohec, Aleksei Nikolaevič Lobin, Prof. Armando Marques Guedes, Prof. Dennis Showalter (†). *Membri italiani:* Livio Antonielli, Marco Bettalli, Antonello Folco Biagini, Aldino Bondesan, Franco Cardini, Piero Cimbolli Spagnesi, Piero del Negro, Giuseppe De Vergottini, Carlo Galli, Roberta Ivaldi, Nicola Labanca, Luigi Loreto, Gian Enrico Rusconi, Carla Sodini, Donato Tamblé,

Comitato consultivo sulle scienze militari e gli studi di strategia, intelligence e geopolitica: Lucio Caracciolo, Flavio Carbone, Basilio Di Martino, Antulio Joseph Echevarria II, Carlo Jean, Gianfranco Linzi, Edward N. Luttwak, Matteo Paesano, Ferdinando Sanfelice di Monteforte.

Consulenti di aree scientifiche interdisciplinari: Donato Tamblé (Archival Sciences), Piero Cimbolli Spagnesi (Architecture and Engineering), Immacolata Eramo (Philology of Military Treatises), Simonetta Conti (Historical Geo-Cartography), Lucio Caracciolo (Geopolitics), Jeremy Martin Black (Global Military History), Elisabetta Fiocchi Malaspina (History of International Law of War), Gianfranco Linzi (Intelligence), Elena Franchi (Memory Studies and Anthropology of Conflicts), Virgilio Ilari (Military Bibliography), Luigi Loreto (Military Historiography), Basilio Di Martino (Military Technology and Air Studies), John Brewster Hattendorf (Naval History and Maritime Studies), Elina Gugliuzzo (Public History), Vincenzo Lavenia (War and Religion), Angela Teja (War and Sport), Stefano Pisu (War Cinema), Giuseppe Della Torre (War Economics).

Nuova Antologia Militare

Rivista interdisciplinare della Società Italiana di Storia Militare
Periodico telematico open-access annuale (www.nam-sism.org)
Registrazione del Tribunale Ordinario di Roma n. 06 del 30 Gennaio 2020



Direzione, Via Bosco degli Arvali 24, 00148 Roma
Contatti: direzione@nam-sigm.org ; virgilio.ilari@gmail.com

©Authors hold the copyright of their own articles.

For the Journal: © Società Italiana di Storia Militare
(www.societaitalianastoriamilitare.org)

Grafica: Nadir Media Srl - Via Giuseppe Veronese, 22 - 00146 Roma
info@nadirmedia.it

Gruppo Editoriale Tab Srl -Viale Manzoni 24/c - 00185 Roma
www.tabedizioni.it

ISSN: 2704-9795

ISBN Fascicolo Speciale 2021: ISBN: 978-88-9295-270-6

Le Bureau interallié de renseignement (1915-1918)

Un exemple de coopération européenne
en temps de guerre

par OLIVIER LAHAIE

ABSTRACT. When the First World War began, only the Central Powers collaborated with regards to secret war, Germany provided leadership in matter of spying and counter-spying. The Entente Powers quickly understood the need for create an international organ able to become a real clearing house of military intelligence. However, it took more than one year (September 1915) to found the '*Bureau interallié de renseignement*' (Allied Military Intelligence Office) in Paris. Criticized by some, in particular because of the reluctance to cooperate fully between English, French Belgian, Russian, Italian (and finally American) secret services, the '*BI*' provided valuable services until the final victory.

KEYWORDS. FIRST WORLD WAR ; FRENCH ARMY GENERAL STAFF ; FRENCH MAIN STAFF; INTER-ALLIED COOPERATION; INTELLIGENCE; SECRET SERVICES; FRENCH INTELLIGENCE SERVICES; SPYING; COUNTER-SPYING; CHARLES DUPONT ; GEORGES LADOUX ; PAUL IGNATIEFF

Le monde du renseignement est par définition un milieu fermé, culte du secret oblige. Il est donc assez peu fréquent de voir coopérer des services secrets appartenant à des pays différents, et il faut souvent qu'un événement majeur se produise pour arriver à ce résultat. Au début de la Première Guerre mondiale, seules les puissances centrales sont parvenues à s'entendre pour que l'Allemagne assure la direction en matière de renseignement et de contre-espionnage. Dès lors, la nécessité d'harmoniser les politiques de recherche du renseignement, qu'il soit de nature militaire ou économique, se fait jour chez les Alliés. Pour être plus efficaces, ces derniers vont devoir mettre en sourdine leurs appréhensions, apprendre à partager leurs informations, que ce soit sur le front, ou même à l'arrière de celui-ci, dans le cadre de la lutte qu'ils mènent contre les espions stipendiés par l'adversaire. Il faudra toutefois attendre septembre 1915 pour que soit fondé un organe multinational, le Bureau Interallié de renseignement.

AUX ORIGINES DU BUREAU INTERALLIÉ DE RENSEIGNEMENT

Avant la Grande Guerre

En 1911, le lieutenant-colonel Charles Dupont, chef du Service de Renseignement¹, se rend à Folkestone, où fonctionne un poste de télégraphie sans fil, et contribue à l'élaboration d'un dictionnaire chiffré pour communiquer avec les Anglais². Par ailleurs, dans le cadre des accords militaires franco-britanniques, des échanges de documents secrets s'effectuent dès cette époque entre le ministère de la Guerre français et son homologue britannique. Un courrier du lieutenant-colonel de La Panouse (attaché militaire français à Londres), adressé à Dupont le 13 juin 1912 « au sujet de documents allemands, communiqués à l'État-major anglais », l'atteste³. Dans le même temps, des négociations poussées ont lieu dans le domaine du renseignement, comme l'évoque brièvement le second dans ses souvenirs : « Au printemps 1913, [...] j'allai en Angleterre pour traiter avec l'État-major anglais des rapports de nos services de renseignements »⁴. À cette époque, il s'agissait très probablement de croiser les actions d'investigation, pour être en mesure d'avertir le plus rapidement possible, si le viol de la neutralité belge par l'armée allemande venait à se produire.

Le fait qu'en 1913 Dupont soit formé à la pratique de la langue anglaise concourt très probablement à la réussite de cette coopération ; or, la chose est assez rare parmi les officiers français, même parmi ceux du 2^e bureau. Avant la Grande Guerre en effet, seule la Serbie a compris l'avantage d'envoyer des officiers d'État-major en France, en Angleterre, en Allemagne et en Italie pour y suivre des stages linguistiques de longue durée⁵. La gêne est aussi ressentie à l'EMA à l'égard d'autres langues étrangères, ce qui n'est pas sans poser de

-
- 1 Le Service de Renseignement est un organe de recherche du renseignement « fermé », c'est-à-dire non communicable, essentiellement par voie d'espionnage. Il est rattaché au 2^e bureau (renseignement) de l'État-major de l'Armée (EMA), organe d'analyse des renseignements recueillis.
 - 2 *Interview* du général Cartier par Paul ALLARD, *Les énigmes de la guerre*, Paris, éd. des Portiques, 1934, p. 29-30.
 - 3 Cf. Service Historique de la Défense/Guerre (SHD/GR), 7 N 1326.
 - 4 Olivier LAHAIE, *Charles Dupont. Mémoires du chef des services secrets de la Grande Guerre*, Paris, Histoire et collections, 2014, p. 108.
 - 5 René-Agis PICHOT-DUCLOS, *Réflexions sur ma vie militaire au GQG de Joffre*, Paris, Arthaud, 1948, p. 316.

Charles
Dupont

A black and white portrait of Charles Dupont, a French military officer. He is wearing a military cap with three stripes on the side and a high-collared uniform jacket with several medals on his chest. He has a mustache and is looking slightly to the left of the camera.

Mémoires
du chef des
services secrets
de la Grande Guerre

Présentés et annotés par Olivier Lahaie
Préface de Michaël Bourlet

*histoire &
collections*

sérieux problèmes ; « une des faiblesses du 2^e bureau d'avant 1914, résultait de l'absence de renseignements sur les officiers susceptibles d'être utilisés à l'étranger et la rareté dans l'armée de terre des camarades connaissant une autre langue que l'allemand. Il n'y avait guère d'exception que pour le russe. Fort rare étaient [ceux] qui savaient l'anglais ; lorsque la guerre éclata entre la Russie et le Japon, il fut très difficile de trouver un homme idoine pour suivre les opérations du côté japonais », rapporte un témoin⁶. Fin 1914, de nombreux officiers de renseignement ne possèdent toujours qu'une seule langue étrangère, et parfois, il s'agit de l'italien ou de l'espagnol tandis qu'ils sont amenés à interroger des prisonniers germano-autrichiens, ou traduire des documents saisis sur l'adversaire. Tout au long de la Grande Guerre, la barrière de la langue va demeurer une difficulté récurrente entre Alliés⁷ ; envieux tout autant qu'admiratif, le général Mordacq vante encore en 1918 les mérites d'un éminent linguiste britannique :

« Le *General Spears*, officier de liaison entre le *War Office* et le ministère de la Guerre français, parlant admirablement le français, circulant constamment, d'abord entre les GQG français et anglais, puis entre les deux ministères de la Guerre des deux pays, a su très habilement fournir des deux côtés, dans les périodes délicates, des renseignements précieux. Pendant cette dernière année de guerre, il est venu maintes fois me voir et m'a toujours apporté, à tous points de vue, des avis précis et intéressants⁸ ».

Mais malgré les difficultés pour se comprendre, il existe fort heureusement une volonté mutuelle de coopérer ; le colonel Huguet, attaché militaire français à Londres, est ainsi prévenu de la date - pourtant ultrasecrète - de traversée de la Manche par la *British Expeditionary Force* (7 août 1914).

La guerre et le problème du partage du renseignement

Dès son arrivée à l'EMA début août 1914, le capitaine Georges Ladoux - fraîchement nommé président de la Commission de contrôle télégraphique de Paris - ressent pourtant les limites de la coopération interalliée en matière de rensei-

6 *Ibid.*.

7 Pour s'en persuader, on lira le récit tragi-comique de l'entrevue du 15 août 1914 entre les généraux Lanrezac et French au QG de la 5^e Armée française, cf. Henry WILSON (maréchal *Sir*), *Journal du maréchal Wilson*, Paris, Payot, 1929, p. 25, n. 1.

8 Henri MORDACQ, *Le ministère Clemenceau, journal d'un témoin*, 2, Paris, Plon, 1930, p. 221.

gnement et avoue ne pas connaître l'identité de son homologue d'outre-Manche. Le 11 août, tandis qu'il veut prévenir directement le *Foreign Office* de l'expédition par une maison de commerce londonienne de télégrammes suspects à une de ses succursales en France, un colonel de l'État-major de Joffre le rappelle à l'ordre et lui précise que ce type de démarches n'est pas de son niveau, mais bien du ressort des Affaires étrangères⁹. Petit parmi les grands, Ladoux doit renoncer. Pour autant, le personnage a de l'ambition ; en novembre, il propose au ministre de la Guerre Millerand de créer un organe de coordination entre les différents services de renseignement alliés.

La nécessité de bâtir une politique cohérente en matière de renseignement, comme de coopérer activement sur le plan opérationnel entre Alliés sur le front occidental, n'échappe pas non plus à Dupont, à présent chef du renseignement au Grand Quartier Général (2^e bureau/GQG) ; en effet, les premières opérations ont fait apparaître le manque de concertation et de coopération dans la recherche et le partage du renseignement, ce qui a grandement nui à la manœuvre commune. Le manque de coordination entre les services de renseignement (SR) français et britanniques est tout aussi problématique ; c'est ainsi que le 23 octobre, le commandant Lambling, du SR français, écrit au colonel de la Panouse pour que celui-ci prévienne les services de renseignement anglais qu'un agent français doit se rendre de Londres à Rotterdam, « afin d'éviter son arrestation, comme cela s'est produit récemment à Douvres avec un autre agent »¹⁰. Comme le relate Spears,

« il était admis d'une façon si générale que le secret était le plus important de tous les facteurs, qu'on s'appliquait à le maintenir à l'encontre de toutes les règles du sens commun. Au-dessus de cette rencontre [une conférence d'État-major franco-britannique, mi-août 1914], le voile du secret était si étroitement tendu qu'on empêchait les principaux acteurs d'y puiser plus qu'un aperçu, et encore déformé, de leurs intentions réciproques, de sorte que le plan d'opérations lui-même en demeurait brouillé et sans netteté pour ceux-là même qu'il intéressait le plus¹¹ ».

Les choses vont évoluer par la suite ; en effet, mois après mois, la question de l'acquisition et du partage du renseignement s'impose comme étant d'un intérêt majeur, notamment au cours des conférences et conseils de guerre entre Alliés.

9 Georges LADOUX et Marcel BERGER, *Mes souvenirs. Contre-espionnage*, Paris, Éd. de France, 1937, p. 8-9.

10 SHD/GR, 7 N 1326.

11 E.L. SPEARS, *En liaison 1914*, Paris, Presses de la Cité, 1967, p. 98.

Dès octobre 1914, le poste SR de Folkestone - qui possède déjà une structure interalliée (France, Angleterre, Belgique) - fonctionne pour le plus grand profit du GQG français, puisqu'il lui fournit des renseignements opérationnels de premier ordre. Le 22 novembre se tient une conférence interalliée à Furnes, avec pour objectif de créer un « Bureau commun de renseignement » destiné à l'échange de renseignements militaires entre les Français, les Belges et les Anglais. Mais très rapidement, le fonctionnement de cet organe se révèle anarchique et redondant, chaque nation fondant ses propres réseaux en Belgique et en France occupées¹². Au sein du GQG, Dupont crée en décembre un poste interallié de renseignement franco-anglo-belge, poste qu'il anime de sa personnalité exceptionnelle¹³ ; cet organe se propose d'établir une collaboration dans le domaine de la recherche du renseignement dans la zone des fronts de l'Yser, de la Somme et de l'Artois en débordant aussi en Belgique, tandis que l'attaché militaire français à Londres assure la liaison entre le *War Office* et le GQG¹⁴. Cette initiative, encouragée par le généralissime Joffre, témoigne de l'importance accordée au renseignement par le haut commandement français, comme de la bonne volonté à collaborer avec nos Alliés.

« Sur le front, la camaraderie de combat était parfaite entre Anglais et Français. Les méthodes d'instruction très analogues rendaient les relations faciles ; des cours connexes rapprochaient les officiers, et les troupes fraternisaient cordialement¹⁵ ».

Parallèlement à ces actions en faveur d'une recherche commune de renseignements opérationnels sur l'armée allemande, il existe une ceinture destinée à se défendre contre l'espionnage des Empires centraux ; elle est constituée par les agents de *Scotland Yard*¹⁶ et du *Criminal Investigation Department*¹⁷, répartis dans les ports du Havre, de Boulogne et de Calais, et qui « collaborent avec leurs

12 Cf. Laurence VAN YPERSELE, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre*, Éditions Labor, Belgique, 2004, pp. 23 et suiv.

13 Olivier LAHAÏE, *Charles Dupont. Mémoires...*, *op. cit.* À cette époque, les officiers de liaison alliés au GQG sont néanmoins placés sous la coupe du chef du 3^e bureau (Opérations), cf. Auguste LAURE, *Au 3^e bureau du troisième GQG*, Plon, Paris, 1921, p. 112.

14 SHD/GR, 7 N 332, télégramme de l'attaché militaire à Londres au 2^e bureau/EMA, *Besoins en renseignements du War Office*, 12 août 1916.

15 Charles MANGIN, *Comment finit la guerre*, Plon-Nourrit, Paris, 1920, p. 281.

16 *Special Branch* (contre-espionnage).

17 Service de Recherches judiciaires anglais.

collègues français, sans empiéter sur leurs prérogatives »¹⁸. La mise en place de cette première structure interalliée de lutte contre le SR ennemi a été décidée à l'issue d'une réunion anglo-franco-belge s'étant tenue le 4 janvier 1915 à Boulogne-sur-Mer et qui a été provoquée par l'État-major britannique¹⁹. Les participants en étaient :

- Pour la France : Richard, directeur de la Sûreté générale (SG) du ministère de l'Intérieur ; Hennion, ancien directeur de la SG et ancien préfet de police, Sébille, conseiller technique de la police affecté au GQG, le commandant Toutain de l'État-major général.
- Pour l'Angleterre : le *Lieutenant-general Sir C.F.N. Macready, K.C.B. Adjutant-General*, le *Colonel J.J. Asser*, commandant à Boulogne, le *Colonel B.E. Childs*, le *Major W.M. St G. Kirke*, du *General-Staff*, le *Major J. Baird* de la *B.E.F.*, le *Colonel C.K. Cockerill* du *General-Staff* du *War Office*, *M. Wellesley* du *Foreign Office*, *M. Haldane Porter* du *Home Office*, *M. Basil Thomson*, *Assistant Commissioner of Metropolitan Police*, et *M.P.C. Sarrel*, consul d'Angleterre à Dunkerque.
- Pour la Belgique : le major Christophe de l'État-major et le commandant Mage, adjoint d'État-major et chef du SR belge.

Notons d'ores et déjà que certains, parmi les participants, vont se retrouver à Paris en septembre 1915 quand se tiendra la réunion fondatrice du Bureau interallié de renseignement.

Confronté à ces initiatives, émanant qui du GQG français, qui de l'État-major britannique, Ladoux considère qu'il est primordial que l'EMA garde l'initiative de l'organisation d'une politique globale en matière de renseignement, espionnage et contre-espionnage (CE). Cela est vrai par rapport au GQG, mais plus encore au niveau interallié. Il s'attache donc à convaincre le ministre de la Guerre de cette nécessité et à défendre les projets qui lui tiennent personnellement à cœur.

Fin août 1915, une conférence des délégués des États-majors alliés, présidée par le colonel Valantin, adjoint au chef d'État-major général (EMG), prend la décision de créer un « organe interallié de centralisation du renseignement », dans le cadre du CE et de la lutte économique contre les Empires centraux. Cependant, le « *Bureau Interallié* », encore appelé « *Bureau Central de*

18 SHD/GR, 17 N 269, *Le rôle du service britannique de renseignements sur les lignes de communication est rappelé dans une note du même titre*, janvier 1915.

19 *Ibid.*, 7 N 1326.

Renseignement », ne voit réellement le jour que les 10 et 11 septembre 1915 ;²⁰ il est dès lors rattaché au 2^e bureau de l'EMA, jusqu'à la création du 5^e bureau en décembre 1915.²¹

CRÉATION À PARIS DU BUREAU INTERALLIÉ (BI)

La réunion créatrice

Ce bureau est le fruit de la volonté des nations alliées d'« échanger entre elles tous leurs renseignements sur les méthodes et les procédés, sur les centres et le personnel de l'espionnage allemand sous toutes les formes qu'il revêt »²² ; c'est un besoin apparu en même temps chez les belligérants et non une initiative française²³, sachant que le *Quai d'Orsay* et le *Foreign Office* collaborent déjà dans la lutte contre la propagande allemande chez les neutres. Dans ses souvenirs, Adolphe Messimy, ancien ministre de la Guerre, qualifie le Bureau interallié de « service de contre-espionnage commun à tous les Alliés »²⁴. Afin de discuter des modalités de sa mise sur pied, une conférence s'est tenue le 10 septembre 1915 au ministère de la Guerre, toujours sous la présidence de Valantin. Les participants sont « les délégués des Grands Quartiers Généraux alliés »²⁵ et des personnalités françaises, à savoir :

- Pour la France d'abord : le LCL Zopff, représentant le SR du GQG, Géraud Nobel, attaché au cabinet de Millerand et représentant le ministre de la Guerre, Jean Tannery, chef de la Section de Contrôle, Etlicher, délégué par la Direction de la Sûreté Générale, le lieutenant-colonel François, chef de la Mission Militaire Française (MMF) à Rome, Ladoux, placé à la tête de

20 SHD/GR, 5 N 554, Bureau des informations militaires, *Compte rendu sur la conférence des Alliés en vue de la création d'un Bureau interallié de renseignement*, octobre 1915.

21 Sur la création du 5^{ème} bureau de l'EMA, voir Olivier LAHAIE, *Renseignements et services de renseignements en France pendant la guerre de 1914-1918 (2^{ème} et 5^{ème} bureaux de l'EMA ; 2^{ème} bureau du GQG - Section de Renseignements / Section de Centralisation du Renseignement)*. *Évolutions et adaptations*, Doctorat, Histoire, Paris IV-Sorbonne, 2006, p. 848 et suiv.

22 Texte d'une lettre de Millerand à Malvy (10 septembre 1915).

23 SHD/GR, 5 N 554, *Compte rendu sur la conférence des Alliés en vue de la création d'un Bureau interallié de renseignement*, *op. cit.*

24 Adolphe MESSIMY, *Mes souvenirs*, Plon, Paris, 1937, p. 343, note 1.

25 SHD/GR, 7 N 887 : « Note pour le ministre visant à choisir un local servant à abriter à Paris le Bureau interallié » (15 septembre 1915).

la « Section de Centralisation des Renseignements » (SCR) créée par Millerand le 28 mai 1915²⁶, et le commandant Langlois, de la MMF en Russie.

- Pour la Russie ensuite : le lieutenant-colonel Osnobichine, conseiller à l'ambassade de Russie et adjoint du colonel Comte Paul Ignatieff (attaché militaire de Russie et chef du SR russe en France) représente le GQG russe ;²⁷ il est accompagné par le capitaine Patz-Pomarnatzki, détaché par le GQG russe au GQG français.
- Pour l'Italie : deux officiers, le colonel Poggi²⁸, chef du bureau des renseignements au GQG italien et le lieutenant Pagliano, chargé de mission par le gouvernement italien.
- Pour la Belgique : deux officiers, le major Seligmann du GQG belge, et le commandant Mage, désormais chef du SR et du contre-espionnage.
- Pour l'Angleterre enfin : le *brigadier-general* Cockerill,²⁹ accompagné du *lieutenant-colonel* Kirke membre du GQG de la *BEF*, des *Lieutenant-colonel* Mac Ewen et *Captain* Mansfield Cuming de la *BEF*, du *Lieutenant-colonel* French et du *Major* Drake, membre de l'État-major général du *War Office*³⁰.

À l'ouverture de la conférence, Valantin précise qu'il est du plus grand intérêt d'établir une liaison permanente entre les services de renseignements et de contre-espionnage des Alliés ; il fait ensuite le point sur l'état de la collaboration dans ces domaines : des échanges pour identifier les corps d'armées ennemis transportés ou engagés sur les différents fronts, des échanges de fiches de suspects entre les GQG sont fréquents, mais Valantin déclare regretter que ceux-ci « ne constituent pas une liaison au sens militaire du mot, c'est-à-dire une coordination de tous les moyens d'action des puissances en vue d'un but commun à atteindre », ce qui ne facilite pas le travail en matière de guerre secrète. Il regrette

26 À ce sujet, voir Olivier LAHAIE, *Renseignements et services de renseignements en France...*, *op. cit.*, pp. 959 et suiv.

27 A partir de décembre 1915, Ignatieff dirige la Section russe près le BI puis, en janvier 1917, il devient chef de la Mission militaire russe. Archives de la Préfecture de Police (APP), BA, 2009, *Dossier IGNATIEFF Paul, Comte*, rapport des Renseignements Généraux (juillet 1925).

28 Col. des bersagliers Rosolino Poggi (1863-1940), Chef du bureau « I » de l'EMG italien d'octobre 1912 à octobre 1915.

29 Directeur du Service Spécial de l'*Intelligence Service* au *War Office*.

30 SHD/GR, 5 N 554, « *Compte-rendu sur la conférence des Alliés en vue de la création d'un Bureau interallié de renseignement* », émanant du Bureau des informations militaires, non signé (octobre 1915).

par ailleurs que les Allemands aient centralisé entre leurs mains toutes les activités de renseignement et de contre-espionnage de l'Autriche-Hongrie et de la Turquie et qu'ils les aient organisées selon leurs méthodes. « Cette unité d'organisation constitue une réelle supériorité de la coalition austro-germano-turque. L'union est sans doute plus difficile à réaliser entre les puissances de l'Entente, chacune d'elles ayant tenu à conserver dans [la] lutte son individualité ».³¹

Avant que s'ouvrent les débats, le colonel Poggi déclare que l'entrée en guerre de l'Italie aux côtés de l'Entente est trop récente pour qu'il puisse s'engager fermement sur aucun sujet ; il n'a d'ailleurs reçu aucune consigne de son gouvernement avant la conférence. Après ces précisions,

« toutes les questions furent abordées [...] avec une prudence réciproque qui ressemblait à de la méfiance [...]. Toute la conférence s'écoula dans cette atmosphère assourdie, où les mots eux-mêmes semblaient étouffés, comme si chacun craignait que l'espionnage ennemi fût aux écoutes !³² »

L'ensemble des sujets touchant de près ou de loin l'espionnage et le CE est en effet passé en revue : la contrebande de guerre³³, le bureau de contrôle des passeports dans les pays alliés ou neutres³⁴, l'office central de contrôle postal et télégraphique, l'office central de renseignement sur l'espionnage ennemi et sur son contre-espionnage, l'établissement d'un « registre des suspects » (fichier centralisant les noms et pseudonymes de tous les individus suspectés d'être des agents de l'Allemagne ou de ses alliées),³⁵ l'échange des déserteurs et insoumis, la censure de la presse...

Le chapitre portant sur ce dernier thème est adopté sans opposition : il est

31 *Ibid.*.

32 Georges LADOUX, *Les chasseurs d'espions ; comment j'ai fait arrêter Mata Hari*, Paris, Masque, 1932, p. 203.

33 Il est décidé que « le BI centralisera tous les renseignements relatifs au commerce d'importation et d'exportation des pays ennemis et à l'approvisionnement des pays alliés dans les pays neutres, soit qu'il s'agisse du ravitaillement des populations civiles, soit qu'il s'agisse de la constitution des stocks de matières premières ou de matériel de guerre », SHD/GR, 5 N 554, *op. cit.*

34 C'est le chef de bataillon Simon Gaffajoli qui en a la charge en Hollande. Envoyé en mission le 25 août 1916 à La Haye auprès du général Boucabeille (attaché militaire français sur place), Gaffajoli devient son adjoint le 1^{er} novembre 1916 tout en s'occupant de ce service délicat (SHD/GR 6Ye 42 778).

35 C'est le commandant Mage qui propose « que ce Bureau interallié soit un bureau d'archives communes », SHD/GR 5 N 554, *op. cit.*

décidé qu'il faudra se renseigner sur l'opinion des Centraux, se garantir contre leurs tentatives à l'encontre de l'opinion publique alliée, échanger des renseignements sur la situation politique et morale ennemie, prendre des mesures contre les indiscretions de la presse, contre la propagande adverse par fausses nouvelles et d'autres encore pour « *contrebattre* » la propagande ennemie chez les neutres.

Effort sur le contre-espionnage

Au premier semestre 1915, le ministre de la Guerre français ayant plaidé au nom de son pays - et surtout du GQG³⁶ - auprès des Britanniques « en vue de développer la coopération interalliée en matière de renseignement » (communication d'un répertoire des renseignements économiques³⁷, information sur les méthodes des centres d'espionnage ennemis), il est décidé que « le chef de la délégation française prendra la tête du Bureau interallié nouvellement constitué » ; le commandant Hue (2^e bureau de l'EMA) sera son premier chef.

Selon l'expression de Gérard Nobel, le Bureau interallié doit constituer à l'avenir « une sorte de bourse de renseignement » où chaque nation, par l'intermédiaire de sa mission³⁸, aidera à la constitution d'un bureau d'archives exploitables par tous³⁹, lesquelles seront regroupées en un lieu unique⁴⁰ : véritable

« organe international où seront constituées sous forme de renseignements des archives communes qu'alimenteront et où pourront venir puiser tous les Alliés⁴¹. »

36 GQG que le lieutenant-colonel Zopff affirme être le principal et unique pourvoyeur en renseignements de l'EMA, affirmation qui, même si elle n'est pas sans fondement à cette époque de la guerre, ne doit certainement pas plaire à Ladoux.

37 Au sein du BI, le rôle des missions alliées, dans le domaine économique, est rappelé dans une « *Note pour l'inspecteur des Finances M. Petit* », 1^{er} septembre 1916 (SHD/GR, 7 N 890).

38 SHD/GR, 7 N 893, « *Liste d'individus se livrant à la contrebande au profit des Allemands en Belgique et en Hollande ; source belge* », EM/5^e bureau, Bureau interallié, 30 septembre 1916.

39 « Il est entendu que les renseignements actuellement connus et déjà échangés entre Anglais, Belges et Français seront aussi communiqués aux Italiens et aux Russes, et que chacune des nations bénéficiera des recherches des autres ». SHD/GR 5 N 554, *op. cit.*

40 Situé au 282, Bd Saint-Germain à Paris au moment de sa création (dans les locaux abritant déjà la SCR et la Section de contrôle), puis au 38, avenue Marceau, bien que, selon les vœux de Valantin, chaque mission alliée dispose d'un bureau séparé.

41 SHD/GR, 5 N 554, *op. cit.*

À cette date, la France possède 300 000 fiches de suspects établies par la SG et la SCR, ce qui représente un acquis certain. Le répertoire global des archives disponibles au BI après son installation est éloquent : il montre la richesse du fonds, tant par le nombre des éléments qu'il contient que par sa diversité : CE, espionnage, renseignement économique, contrôle aux frontières, etc⁴². Le classement thématique des renseignements est très fouillé, ce qui permet d'accéder rapidement à l'objet recherché. Par ailleurs, au sein de chaque dossier thématique de ce répertoire, chaque renseignement est numéroté et synthétisé en une ligne ; la source n'y est pas systématiquement indiquée. La liste des suspects ne cesse de s'allonger au cours de la guerre, au point qu'un bordereau d'envoi, adressé le 6 août 1917 par la SCR au Préfet de Police, parle « des tomes 1 et 2 des listes de suspects interalliés [dont] l'envoi annule et remplace les 77 listes publiées à ce jour et qui devront être détruites ».⁴³ On peut ainsi supposer qu'en 1918 il a pu exister trois à quatre tomes de ces listes. Il semble donc que la collaboration interalliée en matière de CE ait largement porté ses fruits pendant la guerre ; c'est d'ailleurs ce que laisse entendre un agent dans ses mémoires, puisqu'il souligne « l'interpénétration [...] parfaite dans les différents services secrets de l'Entente au niveau du CE [car] les services interalliés se transmettaient [...] tous les renseignements, de façon à opposer un front commun aux agents secrets allemands »⁴⁴. Plusieurs affaires, dans le cadre desquelles les SR français et britanniques ont travaillé de concert, nous ont été révélées par les archives ou les souvenirs des protagonistes. Ainsi le cambriolage du consulat d'Autriche à Zurich, en bordure du Grand Duché de Bade, qui est commandité aux Anglais par les Français, ces derniers voulant s'approprier des listes d'agents ;⁴⁵ en novembre 1916, celui du bureau central de Berne par l'*Intelligence Service (I.S.)* fournit aux Français le nom de l'espion d'origine argentine Dei Pasi qui renseignait le

42 SHD/GR, 7 N 1017, Il n'y a malheureusement que le « *répertoire des renseignements parvenus au Bureau interallié* », et l'on peut regretter l'absence de l'intégralité de ces archives à Vincennes, elles auraient constitué la mémoire interalliée de la guerre secrète pendant le conflit.

43 APP, série BA¹, 1745.

44 Charles LUCIETO, *Mémoires d'un agent secret de l'Entente ; la guerre des cerveaux*, Paris, Berger-Levrault, 1930, p. 210, 323.

45 Robert BOUCARD, *Les femmes et l'espionnage ; les dessous de l'expédition de Russie*, Paris, Éd. de France, 1929, p. 16-25.

Nachrichtenbüro sur les mouvements de navires quittant Toulon⁴⁶.

Les Anglais, qui récoltent de nombreux renseignements visant à contrer la guerre sous-marine à outrance menée par le *Reich*, préviennent aussi le lieutenant-colonel Goubet, chef du 5^e bureau de l'EMA, que les mouvements des navires français sont transmis au poste du SR allemand à Barcelone au moyen de lettres et de télégrammes codés en partance de Toulon et Marseille ; celui-ci obtient en conséquent du ministre de la Guerre l'application d'un retard systématique d'une durée de 48 heures pour déjouer ce stratagème des espions ennemis⁴⁷.

Ladoux se montre particulièrement reconnaissant vis-à-vis des Anglais puisqu'il admet :

« Quand [en 1915 le contrôle postal] fut organisé [en France], nous ignorions tout de la composition des encres sympathiques allemandes, et des moyens de les révéler, et si nos amis anglais ne nous avaient pas enseigné que la vapeur d'iode permettait d'en déceler quelques-unes, parmi les plus banales, nous en serions encore peut-être à regarder la feuille de papier à l'envers, pour tâcher d'y trouver des textes cachés entre les lignes.⁴⁸ »

Plusieurs agents ennemis sont par ailleurs capturés à la suite d'une coopération suivie entre sa SCR et *Scotland Yard* ou l'*I.S.* ; c'est le cas de Marthe Dubreuil, ex-styliste parisienne, reconvertie dans les croquis de pièces d'artillerie et de fortifications au profit des Allemands. Elle est dénoncée aux Français par le contre-espionnage britannique :

« Elle fut pistée et prise sur le fait au moment où elle remettait à un collaborateur de l'espionnage allemand des renseignements détaillés sur les positions que nous occupions devant la Fère-en-Tardenois.⁴⁹ »

C'est aussi le cas du traître Jean-Alban Courrèjes, soldat au 10^e régiment de hussards ; celui-ci est capturé en toute illégalité en territoire espagnol, trois kilo-

46 *Ibid.*, *Les dessous de l'espionnage anglais*, éditions de France, Paris, 1931, p. 66. Arrêté le 20 décembre 1916, l'espion est fusillé à Vincennes le 22 février 1917.

47 SHD/GR 5 N 277, EMA/5^e bureau *Rapport du LCL Goubet au ministre de la Guerre*, 7 décembre 1915.

48 Georges LADOUX, *Marthe Richard, espionne au service de la France*, éditions du Masque, Paris, 1932, p. 37. Il y a ici une exagération certaine du Ladoux « écrivain » des années trente ; pendant la guerre, le laboratoire du docteur français Bayle est en effet passé maître dans la détection des encres sympathiques distribuées par le SR allemand à ses agents.

49 GUSTHAL, *Héros sans gloire du 2^{ème} bureau; histoires vécues*, éditions Baudinière, Paris, 1932, p. 112. L'espionne en question a été fusillée en 1915.

mètres après avoir franchi la frontière française, par des inspecteurs de la SG accompagnés d'un officier de l'I.S., alors qu'il transporte des plans et documents susceptibles d'intéresser l'antenne du SR allemand à Barcelone⁵⁰. Ou encore celui de l'artiste grec Constantin Condoyannis, confondu par les Anglais et dénoncé avec un complice aux autorités françaises tandis qu'ils transmettaient des renseignements sur les fortifications de la place de Dunkerque et des informations au sujet des effectifs de l'armée d'Orient⁵¹. L'espionne allemande Gertrud Würtz est en revanche dénoncée aux Britanniques par le contre-espion français Joseph Crozier, avant même qu'elle s'embarque en Hollande pour l'Angleterre ; « la réception qui lui fut ménagée devait nous éviter à jamais de la revoir », se souvient-il⁵².

LA COLLABORATION INTERALLIÉE :
UNE CERTAINE DÉSILLUSION PERCEPTIBLE DÈS LA CRÉATION DU BI

Le couple franco-britannique

Il faut néanmoins souligner que cette coopération franco-britannique en matière de contre-espionnage n'est pas aussi idyllique qu'on pourrait le penser. Certains exemples prouvent que chaque service secret défend son pré carré, « oubliant » de prévenir - sans doute pour éviter les fuites qui pourraient compromettre des arrestations - son homologue de l'autre côté de la Manche. Deux cas peuvent être cités en illustration de ce propos. Le premier concerne l'arrestation de Mata Hari par les Anglais alors qu'elle se trouve à bord du paquebot « *Hollandia* » et qu'elle quitte la Hollande pour l'Espagne. Ladoux n'a pas averti les Britanniques qu'il fait mine d'employer l'espionne pour mieux la confondre ; or ces derniers l'ont arrêtée, la confondant avec une espionne allemande nommée Clara Benedix. Interrogée, Mata Hari s'identifie, puis déclare sans ambages à Basil Thomson qu'elle connaît Ladoux puisqu'elle travaille pour le contre-es-

50 Robert BOUCARD, *op. cit.*, p. 69-71. Courrèges est condamné à mort par le conseil de guerre de la 18^e Région militaire, puis fusillé.

51 *Ibid.*, p. 75. Condoyannis est fusillé au polygone de Vincennes le 27 août 1916.

52 Pierre DESGRANGES [pseudonyme de Joseph Crozier] et de BELLEVAL, *En mission chez l'ennemi*, Paris, Alexis Rédiér, 1930, p. 194.

pionnage français. La *Special Branch* de *Scotland Yard* - qui depuis 1915 suspecte fortement la danseuse d'être un agent ennemi - demande à Ladoux de confirmer les dires de l'artiste et de préciser s'il souhaite qu'elle soit reconduite au Havre. Le chef de la SCR nie tout en bloc et obtient des Britanniques qu'elle soit refoulée vers l'Espagne, où il sera à même de la faire surveiller étroitement⁵³.

Deuxième affaire, Ladoux ne prévient pas les Britanniques de la mission que son agent Marthe Richard (Richer de son vrai nom) effectue en Espagne, ce qui met la jeune femme dans une situation inconfortable :

« Les Anglais d'Espagne sont au courant de ma liaison avec [l'attaché naval allemand] von Krohn, [mais] ignorant ma situation véritable, [ils peuvent] se débarrasser de moi sans bruit, sur un ordre de l'I.S..⁵⁴ »

Pour pouvoir passer à Tanger, l'espionne doit transgresser les règles, c'est-à-dire avouer au consul britannique qu'elle est véritablement, « bien qu'il soit formellement interdit aux agents français de se révéler auprès des représentants alliés.⁵⁵ » Il faut également souligner que, fin décembre 1916, les renseignements sur la guerre sous-marine, glanés par cet agent et transmis par Ladoux au SR du ministère français de la Marine au profit de l'Angleterre, sont négligés par leur destinataire final. « Jamais un SR ne croit aux renseignements que lui donne un autre service », regrette le chef de la SCR⁵⁶ ; alors qu'il pensait détenir des éléments de première main, Ladoux est profondément déçu par l'attitude anglaise et déplore, malgré l'existence du BI, le manque de collaboration interalliée entre les services de renseignements⁵⁷ :

« Malgré les efforts de Tannery qui fut le grand animateur de notre lutte contre la contrebande de guerre, nous n'avons jamais réussi à réaliser complètement l'unité de direction de la guerre secrète, malgré que les bases en aient été établies et certains détails convenablement réglés au cours des conférences interalliées des 10 et 11 septembre 1915. Chacune des nations de l'Entente ignorait donc complètement les agents et les moyens d'informations de ses alliés, et seuls certains renseignements, parce qu'ils avaient un caractère général ou qu'ils intéressaient plus spécialement l'un des bel-

53 SHD/GR, « Dossier Mata Hari, dossier secret du conseil de guerre ; déposition du CNE Ladoux ».

54 Elle a reçu l'ordre de séduire von Krohn pour lui soutirer des informations sur l'oreiller (Marthe RICHARD, *Mon destin de femme*, Paris, Robert Laffont, 1974, p. 177).

55 *Ibid.*, p. 178.

56 Georges LADOUX, *Marthe Richard...*, *op. cit.*, p. 158.

57 *Ibid.*, *Les chasseurs d'espions...*, *op. cit.*, p. 207.

ligérants, étaient centralisés au BI à Paris à l'issue de ces conférences⁵⁸. »

Ces incohérences, relevées après-guerre par l'intéressé, étaient pourtant prévisibles dès septembre 1915. Lors de la réunion fondatrice du BI en effet, les Anglais, certains de leur avance dans le domaine du renseignement, coopèrent du « bout des lèvres ». Bien qu'ils soient conscients de la nécessité d'une collaboration, leur pragmatisme les pousse à vouloir pratiquer la politique du « *donnant donnant* », selon l'expression consacrée dans le milieu du renseignement ; en fait, ils redoutent de devenir les principaux pourvoyeurs en renseignements⁵⁹ de leurs alliés, et plus particulièrement des Français⁶⁰. Le *colonel* Kirke est très clair sur ce point :

« En principe, quoiqu'il soit possible et nécessaire que les services alliés de CE soient centralisés, il n'est pas possible d'agir de la même façon en ce qui concerne les SR.⁶¹ »

Ainsi, malgré une volonté affichée de coopération et d'harmonisation tous azimuts, chacun poursuit des buts qui lui sont propres, et si les résultats obtenus ensuite seront réels, d'après Ladoux la portée en demeurera décevante :

« Le Bureau Interallié devint en fait par la suite un excellent instrument de défensive, chaque nation conservant par ailleurs son indépendance et ses moyens d'action pour l'offensive. J'avais souhaité autre chose, mais le silence courtois des Anglais m'avait imposé une attitude analogue. L'unité de front n'aura jamais été réalisée.⁶² »

On connaît la volonté centralisatrice du chef de la SCR⁶³ qui transmet déjà aux Alliés tous les renseignements qu'il est parvenu à se procurer et qui les

58 *Ibid.*, Marthe Richard..., *op. cit.*, pp. 182-183.

59 Comme le lieutenant James Violle le déclarait en 1903, « *En matière de renseignement, il faut recevoir et ne pas donner* » (*L'espionnage militaire en temps de guerre*, Paris, Larose, p. 116).

60 L'attaché militaire britannique à Paris le *colonel* Leroy-Lewis adresse déjà régulièrement des renseignements militaires au chef du cabinet du ministre de la Guerre. Celui du 24 juin 1916 concernant le front d'Orient est éloquent (SHD/GR, 7 N 868). En revanche, les renseignements expédiés par le 2^e bureau de l'EMA au *Chief of Imperial General-Staff/War Office* à Londres sont d'une concision affligeante, cf. son télégramme du 13 février 1915 (SHD/GR, 7 N 978).

61 SHD/GR, 5 N 554, *op. cit.*

62 Georges LADOUX, *Les chasseurs d'espions ...*, *op. cit.*, p. 205. Le BI doit commencer à fonctionner à la date du 20 septembre 1915 (SHD/GR, *op. cit.*).

63 Cf. Olivier LAHAÏE, *Renseignements et services de renseignements...*, *op. cit.*, p. 959 et suiv.

STATO MAGGIORE DELL'ESERCITO
UFFICIO STORICO

ALESSANDRO GIONFRIDA

**L'ITALIA E IL COORDINAMENTO
MILITARE "INTERALLEATO"
NELLA PRIMA GUERRA MONDIALE**



ROMA 2008

concernent. Nul doute qu'il eût souhaité, par l'entremise du BI, aboutir à la mise sur pied d'un organisme international du genre d'*Interpol*⁶⁴, susceptible de traquer plus efficacement les espions d'un pays à un autre et, pourquoi pas, d'un continent à un autre ; c'est sans doute son plus grand rêve, puisqu'il confiera encore, début 1933, au journaliste Paul Allard : « J'ai remis au gouvernement un projet qui tend à internationaliser l'espionnage ».⁶⁵ Mais en septembre 1915, dix ans seulement après l'entente cordiale, ce projet est trop ambitieux et l'incompréhension, voire la suspicion, demeure entre Français et Anglais... Entre avril 1904 et août 1914, on se rappelle des interrogations françaises sur l'aide possible de l'Angleterre en cas d'une nouvelle guerre franco-allemande.⁶⁶ Un entretien entre *Sir William Robertson* et le général Douglas Haig est assez représentatif de la mentalité générale outre-Manche :

« [Joffre] n'est pas brillant, mais sûr et honnête. Dans l'ensemble, ces chefs et ces états-majors français constituent un lot très particulier. Souvent ils se montrent excellents, mais en certaines occasions très primitifs et inabordables. En traitant avec eux, il faut avant tout se rappeler que ce sont des Français, pas des Anglais, et qu'ils ne verront jamais les choses de la même façon que nous. Eux-mêmes nous trouvent bizarres, je présume. S'entendre et agir avec des Alliés n'est pas chose facile ; il faut exercer un contrôle permanent sur soi-même et manifester beaucoup de tolérance.⁶⁷ »

De son côté, Poincaré reconnaît :

« Les renseignements de l'Intelligence Service ne sont pas toujours infail-
libles : il paraît accueillir souvent sans contrôle les suggestions d'agents
ennemis.⁶⁸ »

En septembre 1915, l'objectif de Ladoux est tout au moins de parvenir à bâtir

« une carte militaire, économique, politique et sociale de nos adversaires,
des régions envahies et des moyens d'action que nous [avons] à leur oppo-

64 Cette organisation policière internationale, créée en 1923 pour faciliter la coopération transfrontalière entre les services de police criminelle, ne traque donc pas les espions.

65 Cité dans Paul ALLARD, *Les espions de la paix*, Paris, Baudinière, 1935, p. 213.

66 Cf. Olivier LAHAIE, « Les dividendes de l'Entente cordiale ; les accords militaires franco-britanniques, 1904-1914 », *Revue historique des Armées*, n° 3-2004, et J. F. V. KEIGER, « Perfidious Albion ? French Perceptions of Britain as an Ally after the First World War », *Intelligence and National Security*, n° 13, Summer 1998, p. 38.

67 Douglas HAIG, *Carnets secrets*, Presses de la Cité, Paris, 1964, p. 158.

68 Raymond POINCARÉ, *Au service de la France... Guerre de siège, 1915*, VII, Paris, Plon, 1931, p. 335.

ser [et] de constituer un trésor de guerre commun spécialement dédié à la guerre secrète.⁶⁹ »

Mais trop communiquer entre Alliés c'est, de toute façon, connaître les forces et les faiblesses de chacun par rapport aux autres, ce qui n'est pas toujours forcément souhaitable au sein d'une coalition... Pendant la réunion fondatrice du BI, le LCL François rejoint d'ailleurs la position anglaise, plaidant pour que ce Bureau interallié, organe central, ne se substitue nullement aux services d'espionnage et de contre-espionnage des différents membres⁷⁰. De son côté, le *Field Marshall* French déclare une semaine plus tard : « Il est plus facile d'obtenir des renseignements sur l'effectif et la composition des forces ennemies que sur celles des Français ». ⁷¹ Cette attitude n'est pas une spécificité française ; devant les difficultés à cerner les effectifs des armées alliées, le général Mordacq écrit :

« Pour l'armée française, on y arrive à peu près ; mais, pour les armées étrangères, les chiffres fournis par les missions militaires, les GQG et l'EMA au ministère, différent sensiblement.⁷² »

À l'usage, les Anglais hésiteront toujours à révéler chiffres ou informations de toute nature. Pour éviter les risques de fuite, ils ne préviendront d'ailleurs pas leurs alliés français qu'ils développent un char d'assaut avant juin 1916. Le général Laguiche, chef de la MMF près leur GQG, se souvient : « Les Anglais ont toujours mis une certaine coquetterie à ne pas faire connaître de suite leurs échecs⁷³ ». Pétain arrive à Doullens (26 mars 1918),

« continuant comme la veille à se plaindre des Anglais qui ne le renseignaient pas [...]. Les Anglais, comme toujours, apportaient une extrême lenteur à envoyer des renseignements, surtout lorsqu'ils ne leur étaient pas très favorables⁷⁴. »

On comprend donc que lors de la réunion de septembre 1915, Ladoux soit isolé ; c'est ainsi qu'il remporte, sans même la divulguer, la production de son imagination débordante. Etrangement, le procès-verbal de la conférence atteste qu'il n'a

69 Georges LADOUX, *Les chasseurs d'espions ...*, *op. cit.*, p. 206.

70 SHD/GR, 5 N 554, *op. cit.*

71 Cité dans Douglas HAIG, *op. cit.*, p. 131.

72 Juin 1918 (Henri MORDACQ, *Le ministère Clemenceau...*, *op. cit.*, p. 86).

73 9 avril 1918, bataille de la Lys (*Ibid.*, p. 288).

74 10 avril 1918, Flandres (*Ibid.*, *La vérité sur le commandement unique. Récit d'un témoin*, Paris, Albert, 1926, p. 82, 132).

pas pris la parole pour tenter de défendre son point de vue ; mais peut-être n'a-t-il pas tout saisi des débats, une bonne partie ayant dû s'effectuer en anglais ? Quoi qu'il en soit, l'intéressé devait plus tard regretter la tiédeur ambiante :

« toute une série d'autres mesures que j'avais détaillées dans l'avant-programme de la conférence et qu'on n'osa même pas envisager, [et qui] eussent rendu, si elles avaient été appliquées, d'énormes services à la quadruple Entente⁷⁵. »

Soulignons au passage que les Anglais sont tout aussi méfiants à l'égard des Italiens. Le 8 mars 1916, le général Haig va jusqu'à écrire :

« Les Italiens semblent un peuple dégénéré, sans valeur comme soldats, mais avide d'argent. Beaucoup servent également d'espions aux Allemands⁷⁶. »

Même défiance de la part du général Wilson, lorsque dans l'attente d'une attaque allemande dans le Trentin (début de 1917), il déclare ne pas se faire d'illusion sur la valeur du soldat italien, « craignant le Boche, et redoutant les sympathies pro-allemandes des Romains⁷⁷. »

Le tandem franco-russe

Pour Ladoux, l'attitude britannique n'est pas la seule désillusion... Si l'adjoint au chef de la Mission russe participe à la conférence fondatrice du BI, pour ce qui le concerne, le colonel Ignatieff - alias « *capitaine Istomine* »⁷⁸, correspondant parisien de l'*Okhrana* (la police secrète politique russe) - espère jouer une partie qui lui est propre. Il a été envoyé en France pour y installer un SR, l'ambassadeur du tsar à Paris trouvant cette tâche avilissante, douteuse et d'une efficacité aléatoire⁷⁹. Après avoir rencontré le ministre de la Guerre, les officiers de son État-major et le chef du SR dès son arrivée à Paris, Ignatieff a reçu toute l'aide du 2^e bureau de l'EMA en vue de jeter les bases de son organisation en France. Il relate :

75 Georges LADOUX, *Les chasseurs d'espions...*, *op. cit.*, p. 206.

76 Douglas HAIG, *op. cit.*, p. 176.

77 Henry WILSON (*Mal Sir*), *op. cit.*, p. 197.

78 Il s'agit du nom de son amante. Ignatieff a été agent secret en Allemagne entre 1913 et 1915 où il a déjà utilisé ce pseudonyme, ainsi que celui de *Boris Stomm*. APP, BA, 2009 : « *Dossier IGNATIEFF Paul, Comte* », rapport des RG (4 novembre 1920).

79 Paul IGNATIEFF, *Ma mission en France*, Paris, Éd. des Champs-Élysées, p. 91.

« Dans ces milieux très avertis, on s'ingénia de toutes les façons à m'être utile, à m'aider à organiser mon service. Les difficultés de tous ordres que j'aurais pu rencontrer furent aplanies avant même que j'en exprimasse le désir, notamment pour les dépêches, les passeports, la circulation de mes agents, les envois de fonds et les relations quotidiennes avec le 2^e bureau du ministère de la Guerre⁸⁰, chargé du contre-espionnage. Egalement, je fus mis en relation avec mes collègues des autres pays alliés. Comme adjoint français, le cabinet du ministre de la Guerre sut choisir Marcel B., officier mais ancien commissaire de police⁸¹, connu par conséquent à la Sûreté Générale et à la préfecture de police. Il me fut d'une utilité considérable pour tous les renseignements dont je pouvais avoir besoin, soit sur un agent, soit sur un individu suspect. Son rôle ne se borna pas à cela. Pour faciliter ma tâche, il me fallait avoir certains relais, surtout à la frontière suisse, permettant à moi et à mes agents un passage rapide. Á Divonne et à Annemasse, Marcel B. organisa des services complets qui travaillèrent de façon impeccable. Des autos étaient toujours prêtes à nous transporter où nous le désirions ; les en-cas étaient préparés à l'avance et, dans les chambres, tout était disposé pour un camouflage souvent nécessaire.⁸² »

Le SR du 2^e bureau français apporte donc une aide logistique à l'attaché militaire russe (véhicules, papiers, etc.), pendant que la Sûreté Générale ferme les yeux sur les allers et venues incessants de ses agents.

Et si, à partir de la mi-septembre 1915, la mission d'Ignatieff à Paris est bien de « renseigner le Bureau interallié sur la situation militaire générale en Russie », elle se double également de l'obligation de contrebalancer la propagande faite en France et en pays neutre par des groupuscules politiques (ou intellectuels) à tendance anarchiste et révolutionnaire, hostiles au tsarisme. Au même titre que la Suisse, Paris abrite en effet depuis 1905 de nombreux opposants politiques au

80 Au BI, le colonel Ignatieff se lie particulièrement avec le capitaine Fricker du 2^e bureau et le soldat Chopin, un linguiste parlant allemand et russe qu'il parvient à y faire affecter. Payé 400 francs d'appointements fixes par mois, Chopin effectue en décembre 1917 une mission à Genève, via le poste du SR français à Annemasse, pour le compte d'Ignatieff (APP, BA, 2009 : « Dossier IGNATIEFF Paul, Comte », rapports des RG, 10 janvier 1918 et 4 novembre 1920).

81 Il s'agit du sous-lieutenant Bittard-Monin du poste d'Annemasse. Un rapport des RG du 10 janvier 1918 précise que l'intéressé n'est pas « commissaire de Police » avant la guerre, mais « sous-chef de la police officieuse russe à Paris », ce qui est sensiblement différent. Très lié à Ignatieff, il se portera garant pour lui lors de la demande que son ancien chef fera, après la révolution russe, pour obtenir une carte d'identité française. APP, série BA, carton n° 2009 : « Dossier IGNATIEFF Paul, Comte ».

82 Paul IGNATIEFF, *op. cit.*, p. 92.

tsarisme, quand il ne s'agit pas d'anarchistes révolutionnaires qui ont fui les persécutions de l'*Okhrana*. La mission d'Ignatieff consiste aussi à se documenter sur la situation militaire des Franco-Britanniques, à lever des agents en Hollande, en Suisse et en Espagne pour qu'ils pénètrent dans les Empires centraux à partir des Pays neutres, ceci afin d'y dépister les agents ennemis ; les Russes introduisent leurs agents en Allemagne par la Hollande (grâce au colonel de Meier, attaché militaire russe, qui possède des connaissances dans le *Reich*), par la Suisse et par la Suède (jusqu'à l'expulsion de l'attaché militaire russe), enfin par le Danemark.⁸³ D'autre part, Ignatieff doit se renseigner sur les effectifs de l'armée allemande « et tout spécialement sur les mouvements qui ont trait aux opérations sur le front russe » à partir des informations rassemblées par le 2^e bureau français⁸⁴. Il faut pourtant noter que les Russes n'ont qu'une confiance limitée dans l'efficacité des SR français ; le chef d'État-major du tsar, le général Klembowski, déclare ainsi fin 1915 :

« Les Français ne s'occupent pas assez de l'organisation de leurs services de renseignement. Aussi se trouvent-ils toujours dans l'ignorance complète des forces et des projets de leurs adversaires et ils accordent foi aux bruits les plus invraisemblables qui leur arrivent, de Dieu sait où...⁸⁵ »

Pour ce qui le concerne, Ladoux n'a qu'une confiance limitée en Ignatieff ; lorsque le chef de la SCR persuade son agent Jean Violan⁸⁶ de s'infiltrer au sein du bureau de renseignement russe de Paris, il lui déclare : « Leur attaché militaire, le Comte Ignatieff, tripote un peu trop dans les commandes, et puis..., je ne suis pas très tranquille sur certaines choses »⁸⁷. Plus tard au cours de la guerre, Ignatieff raconte que ses activités de guerre secrète lui ont valu d'être retenu au *Quai des Orfèvres* par un commissaire de police, non prévenu de ses agissements de « chef de l'espionnage russe en France ». Il n'est parvenu à se faire libérer qu'après avoir prouvé sa qualité d'attaché militaire⁸⁸.

83 *Ibid.*, p. 80-81 et Jean-Pierre ALEM, *L'espionnage à travers les âges*, Stock, Paris, 1977, p. 372.

84 Paul IGNATIEFF, *op. cit.*, p. 96.

85 Cité dans Robert BOUCARD, *Les dessous de l'espionnage français*, Paris, Éd. documentaires, 1934, p. 210.

86 De son vrai nom Joseph Davrichewy, un réfugié politique.

87 Cité dans Jean VIOLAN, *Dans l'air et dans la boue*, Paris, Éd. des Champs-Élysées, 1933, p. 241.

88 Paul IGNATIEFF, *op. cit.*, pp. 119-121.



Col. des hussards Pavel Alekseevič Ignat'ev (1878-1930),
chef de de la mission russe au Bureau de renseignement interallié en France

QUEL BILAN DRESSER DU FONCTIONNEMENT DU BI,
ET PLUS GÉNÉRALEMENT DE LA COOPÉRATION INTERALLIÉE
EN MATIÈRE DE RENSEIGNEMENT ?

Le BI : des résultats non-négligeables

Malgré les regrets exprimés par Ladoux dans ses mémoires, il ne faudrait pas penser, loin s'en faut, que le bilan des actions du BI pendant le conflit ait été médiocre. Il a fourni des renseignements précieux à la Section de contrôle « au point de vue du ravitaillement des pays ennemis »⁸⁹ et sur le plan de la guerre économique en général⁹⁰. En retour, la SCR a remis au BI tous les éléments

⁸⁹ SHD/GR, 7 N 884, Section de contrôle, « Note pour le chef d'État-major général », 29 mars 1916.

⁹⁰ SHD/GR, 7 N 868, *Index géographique et hebdomadaire des individus et établissements*,

qu'elle recueillait et intéressant nos Alliés pour qu'il les retransmette⁹¹. Le 20 octobre 1915, une séance réunissant tous les chefs de mission a permis d'harmoniser les sujets à caractère militaire à interdire dans la presse⁹². Le lieutenant-colonel Goubet, assistant aux conférences des chefs de mission étrangers comme délégué du chef d'EMG, participait ainsi au recueil et au partage de l'information. Après examen des procès-verbaux de ces conférences, il apparaît que leur objectif était de se renseigner sur la conduite adoptée par tous les Alliés dans le domaines de la guerre secrète, d'harmoniser les politiques (sur le modèle français, si possible) et de réfléchir en commun à des problèmes se posant à certains afin d'y apporter une solution⁹³. Preuve de l'importance du BI, le *Brigadier-General* Cockerill écrit à Tannery le 20 mai 1918 :

« Parmi les premières initiatives [de la coopération interalliée] fut la création du Bureau Central Interallié. Ce fut sans aucun doute la première organisation mise en place pour obtenir l'unité d'action parmi les Alliés et quoique l'idée en ait été longue à se répandre, tous les conseils interalliés qui ont été créés depuis y ont trouvé leur origine⁹⁴. »

Même si à l'époque le chef de la SCR est déçu que cet organe ne soit pas plus offensif en matière d'espionnage et de contre-espionnage, il tire quand même abondamment profit de la coopération interalliée, puisqu'il est en contact direct avec l'*Intelligence Service* par le biais de sa section, implantée au sein du BI (3 officiers)⁹⁵ et de son antenne parisienne (27, place du Marché Saint-Honoré)⁹⁶.

suspects d'entretenir des relations commerciales avec les pays ennemis et sur lesquels le Bureau interallié possède des documents, n° 36, 18 avril 1916.

91 *Ibid.*, 6 N 53, *Rapport du major général Alby concernant certains faits en rapport avec l'affaire Bolo ; transmission de la fiche CE n°6432 au sujet du député italien Bonanno au BI*, 30 décembre 1917.

92 *Ibid.*, 5 N 332, Section Presse, *Note pour l'EMA, 2^e bureau/BI-Archives communes*, 27 octobre 1915.

93 *Ibid.*, 5 N 339, *Procès-verbaux des conférences des chefs de mission étrangers au Bureau Interallié*.

94 Lettre du Fonds privé Tannery, citée par Michael BOURLET, « Jean Tannery, à l'origine de la guerre économique », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 214, avril 2004, p. 90.

95 Paul IGNATIEFF, *op. cit.*, p. 50. Les Anglais font parvenir une précieuse documentation au BI, tel ce *Memorandum on the German System of Press Control and Propaganda*, du *M.I.7*, en septembre 1916 (SHD/GR, 5 N 339).

96 SHD/GR, 7N² 3183/51/1184, Juster, chef de la SCR au LCL Brett, *Intelligence anglaise*, 20 avril 1918.

Dans ses souvenirs, Ladoux reconnaît avoir reçu un appui de l'*I.S.* pour la mise en place des services d'espionnage et de contre-espionnage français⁹⁷. Certes, la manière dont les Anglais l'ont aidé reste obscure ; mais on sait que lorsque Ladoux se déplace à Hendaye, il rencontre l'officier de renseignement britannique en poste à la frontière espagnole pour échanger des informations⁹⁸. D'autre part, le bureau de contrôle interallié vérifie l'identité et les activités des personnes suspectes désirant obtenir un visa⁹⁹ tandis que, dans chaque port français, un représentant de l'*I.S.* se tient désormais aux côtés des douaniers par extension du système de contrôle instauré en décembre 1914 dans les ports de la Manche¹⁰⁰.

En matière de contre-espionnage, l'échange de renseignements¹⁰¹ puis, à partir de 1916, celui des fichiers de suspects entre Alliés¹⁰² permettent de croiser les enquêtes et de trouver de nouveaux indices. Ainsi, lorsque *Scotland Yard* interroge Mata Hari après l'avoir intercepté à bord du *Hollandia*, ses dires sont contrôlés grâce à un télégramme expédié à Ladoux. Ce dernier prévient plus tard Ignatieff que Mata Hari fréquente un officier russe, le capitaine Vadim Masloff qui combat en France, et qu'il convient - pour lui éviter des ennuis - de l'alerter sur le fait qu'elle est « une femme à la solde des Allemands ». Une fois la danseuse arrêtée par le contre-espionnage français, ce qu'elle déclare au sujet de Masloff est vérifié par Ignatieff, au profit du capitaine Bouchardon (rapporteur près le 3^e conseil de guerre de Paris)¹⁰³.

Ladoux s'entend parfois aussi avec Ignatieff pour régler le détail de certaines

97 Georges LADOUX, *Les chasseurs d'espions...*, *op. cit.*, p. 50. Il voue un sentiment d'envie, teinté de jalousie, envers l'organisation d'outre-Manche « qu'il convient de méditer, et s'il se peut, d'imiter ». *Ibid.*, *L'espionne de l'empereur. Mémoires de guerre secrète*, Paris, Masque, 1933, p. 14.

98 *Ibid.* et Marcel BERGER, *op. cit.*, p. 28.

99 C'est ce bureau qui refoule Mata Hari au début de 1916 tandis qu'elle souhaitait se rendre d'Espagne en France, parce que sur une fiche émanant de *Scotland Yard*, il est inscrit « *personne indésirable* ». Par ailleurs, quand Ladoux rencontre pour la première fois l'artiste à Paris, il a déjà été prévenu par les Britanniques des soupçons qui pèsent sur elle.

100 Robert BOUCARD, *Les dessous de l'espionnage anglais*, *op. cit.*, p. 74.

101 SHD/GR, 17 N 269, *Listes de suspects avec signalements, information sur des passeports volés et renseignements divers sur la façon de procéder des agents allemands, communiqués par le GQG britannique au 2^e bureau*, 28-30 juin 1915.

102 SHD/GR, 7 N 1082, *Liste des agents de l'espionnage turc en Suisse par cantons avec adresses*, document de source italienne, transmis à la Section interalliée, 10 mai 1918.

103 SHD/GR, « *Dossier Mata Hari, dossier secret du conseil de guerre* ».

des missions de la SCR en Espagne par l'intermédiaire de Violan¹⁰⁴ (ce dernier sachant, mieux que quiconque, trouver les accents qui chantent à cette autre âme slave).¹⁰⁵ Sans nouvelles de Ladoux, l'agent n'hésite pas à recourir à Ignatieff pour se faire expédier quelques subsides en Espagne où il a été envoyé en mission.¹⁰⁶ De la même façon, certaines enquêtes de CE sont menées de concert ; Ignatieff raconte l'une d'elle dans ses souvenirs :

« Une jeune femme devenait dangereuse pour nous et je me demandais comment je pourrais contrecarrer son jeu, lorsqu'elle m'écrivit pour m'annoncer son arrivée à Paris. J'avisais le 2^e bureau de Paris, et, d'accord avec lui, on donna des ordres pour la laisser rentrer en France, tout en ne la quittant pas de vue. Le taxi s'arrêta *Quai des Orfèvres* ; conduite devant le commissaire spécial, elle fut interrogée très soigneusement¹⁰⁷. »

Au cours de la guerre, le souci de ménager l'allié providentiel qu'est Nicolas II préoccupe grandement la France. Or, en octobre 1916, une rumeur court à Paris concernant la volonté russe de conclure une paix séparée avec l'Allemagne et qui émanerait plus spécifiquement de la tsarine et du tsar. Ignatieff raconte :

« J'en parlai avec le lieutenant-colonel Goubet qui, indigné, me promit d'intervenir auprès de la censure pour que fut interdite la reproduction d'articles de journaux étrangers parlant de cette question. Les renseignements recueillis auprès de la presse française me permirent d'avoir la certitude que ces bruits tendancieux provenaient de Hollande et surtout de Suisse¹⁰⁸. »

Après la révolution bolchevique, Ignatieff demeurera à Paris ; continuant sa mission, il diffusera au BI les renseignements rapportés par les quelques agents restés fidèles au tsar¹⁰⁹.

104 Jean VIOLAN, *op. cit.*, p. 241.

105 Marthe RICHARD, *op. cit.*, p. 253-254.

106 Jean VIOLAN, *op. cit.*, p. 233.

107 Paul IGNATIEFF, *op. cit.*, p. 115-117.

108 *Ibid.*, p. 170-171.

109 SHD/GR, 16 N 1144, « Renseignements militaires », signés « colonel Comte Ignatieff, chef de la mission russe ; Section interalliée », 16 janvier 1918.

Le partage du renseignement : une réalité

Mais en matière de guerre secrète, la collaboration interalliée embrasse aussi d'autres activités. Le poste SR de Folkestone est en liaison directe avec un autre, établi cette fois au GQG anglais (Montreuil-sur-Mer) et qui sert à intercepter les messages radio entre l'ambassade allemande de La Haye et Berlin (de même que les échanges entre les navires de la flotte de haute mer allemande)¹¹⁰. À partir de 1915, les Britanniques publient un gros recueil de toutes les informations militaires dont ils disposent sur les unités allemandes¹¹¹ ; ce volume est aussi déposé au BI et corrigé périodiquement tout au long du conflit. Cette mine de renseignements « devint un modèle du genre, véritable livre de chevet [des personnels du 2^{ème} bureau français] »¹¹². À la fin de cette même année 1915, on a créé un service de propagande au ministère des Affaires étrangères¹¹³ ; c'est le capitaine Millet qui assure la liaison entre cet organe et le BI : Ladoux en profite donc pour affiner ses objectifs de propagande (aérienne ou non) et ne pas faire double emploi avec l'effort consenti par les Britanniques dans ce domaine.

Le monde du renseignement s'adapte aussi aux évolutions politiques. Le 10 octobre 1917, Anglais et Français conviennent que Lloyd George, Lord Milner et un technicien viendront tous les quinze jours au Comité de guerre français et que, réciproquement, les ministres français Painlevé, Francklin-Bouillon, Loucheur iront au *War Cabinet*. Le principe d'un « Bureau permanent allié », destiné à centraliser à Paris tous les renseignements utiles pour le front franco-britannique, est retenu¹¹⁴. Le 25 décembre enfin, un « *Bureau de renseignement franco-américain* » est créé au sein du BI qui permet d'étendre la coopération en matière de guerre secrète avec nos nouveaux Alliés¹¹⁵, dont la Sûreté aux Armées (*Police*

110 *Interview* du général Cartier, dans Paul ALLARD, *op. cit.*, pp. 29-30.

111 *The German Forces in the Field*, SHD/GR, 1 K 173, *Papiers Andlauer. Le Bureau d'Études*, sd, 19 pages, p. 8.

112 Louis LACAZE, *Aventures d'un agent secret français*, Payot, Paris, 1934, p. 61.

113 Situé rue François I^{er}, « où ont été juxtaposés, sinon fusionnés, les services des Affaires étrangères et ceux de la Guerre (Bureau des informations à la presse, Bureau de la Presse étrangère) », SHD/GR, 5 N 339, *P.V. de la conférence des chefs de mission étrangers du 13 janvier 1916*, n° XIX.

114 Raymond POINCARÉ, *Au service de la France... L'année trouble, 1917*, IX, Paris, Plon, 1931, p. 316.

115 Dans le même temps, les SR français tentent d'évaluer le nombre exact de combattants américains sur le sol français, en comparant leurs estimations avec celles de l'attaché mili-

Intelligence, créée en mai 1917) est basée à Brest et à Saint-Nazaire¹¹⁶.

Même si le BI n'a pas été doté de toutes les prérogatives qu'on aurait été en droit d'attendre pour un organe multinational de cette importance, l'idée du développement d'une collaboration interalliée en matière de renseignement a fait son chemin au cours de la guerre, au point qu'en 1918 il est question de créer une officine similaire en Hollande, subordonnée au Bureau central de Paris. Cette initiative ne semble pas émaner de l'EMA ; il s'agit plutôt d'une proposition des attachés militaires des pays alliés, relayée et appuyée par leurs GQG respectifs.

Le 31 août 1918 se tient en effet à Londres une réunion des attachés et des délégués des GQG ou ministères de la Guerre, à laquelle participent le général Boucabeille (attaché militaire français à La Haye), le lieutenant-colonel Wallner (du 2^e bureau de l'EMA) et le commandant Béliard (du poste SR de Folkestone)¹¹⁷. Sous réserve d'un accord des dirigeants politiques des pays concernés, cette réunion débouche sur la décision de créer un « Comité interallié en Hollande, en vue de coordonner et d'unifier l'action des divers services fonctionnant aux Pays-Bas sans toutefois s'immiscer en quoi que ce soit dans le fonctionnement de chacun d'eux ; son action s'étend aussi bien aux services de renseignements qu'aux services de contre-espionnage ». Ce comité, formé des attachés militaires en poste à La Haye¹¹⁸, aura en effet comme tâche d'intervenir dans toutes les missions

taire français à Washington et celles de la Mission militaire près l'armée américaine (SHD/GR 17 N 47 et Guy PEDRONCINI, *Pétain*, Perrin, Paris, 1989, p. 166). Ils analysent par ailleurs l'état d'esprit des troupes américaines en France (J.D. KEENE, « Uneasy alliances: French Military Intelligence and the American Army during the First World War », dans *Knowing your Friends. Intelligence Assessment during the Two World Wars*, New Jersey, E.R. May editions, Princeton University Press, 1984, p. 18-36). En général, les « *Samies* » admirent « *le Poilu* », mais « ils sont déçus par l'indifférence de la population française à leur égard et trouvent les prix trop chers pour leurs maigres soldes » (SHD/GR, 17 N 47, *Les Américains et l'opinion française d'après le contrôle de la correspondance du 15 août au 15 septembre 1918*). Des rapports du contrôle postal français, il ressort qu'« il ne faut pas discuter de la guerre avec [les soldats américains] pour éviter les malentendus » (Pierre MIQUEL, *Les hommes de la Grande Guerre*, Fayard, Paris, 1987, p. 356).

116 Rémi KAUFFER et Roger FALIGOT, *Histoire mondiale du renseignement*, 1, 1870-1939, Paris, Robert Laffont, 1993, p. 138.

117 SHD/GR, 7 N 1180, *Note du général Boucabeille adressée au ministre de la Guerre, 2^{me} bureau, à propos de la création d'un « Comité interallié en Hollande »*, 12 octobre 1918. À titre de compte rendu, une copie de cette note a été envoyée au cabinet du ministre, à la SR, à la SCR et au colonel Gourguen (chef du 2^e bureau).

118 « Le plus ancien dans le grade le plus élevé en ayant la présidence », *Ibid.*. Il lui revient

relatives à la recherche du renseignement ou du contre-espionnage afin d'empêcher que

« l'action simultanée de services divers gêne, sinon empêche l'obtention des résultats nécessaires, et permettra à chacun d'opérer des recoupements utiles pour vérifier ou compléter les indications obtenues [individuellement]¹¹⁹. »

Par ailleurs, il est stipulé que ce comité devra fonctionner éclaté, en

« véritables sous-comités, se réunissant périodiquement¹²⁰ pour traiter, l'un des questions de renseignement, l'autre des questions relatives au contre-espionnage et que le secret nécessaire au fonctionnement des services sera toujours assuré du fait qu'en aucune circonstance ni le nom des agents, ni l'emplacement des postes, ni les modes de transmission ne seront communiqués. »

Le 9 octobre, une seconde entrevue se tient dans le local du BI de contre-espionnage - situé au 52, Juliana van Stolberglaan à La Haye - afin de compléter la réflexion sur une action conjointe, et d'où il ressort que

« des questions ont été traitées, également importantes au point de vue de l'unification des services : la première est celle de l'établissement d'une liste unique de suspects, dressée avec tous les éléments recueillis par les divers services de Hollande ; la seconde question, dont la solution proposée est soumise à tous les gouvernements intéressés, a trait à l'organisation du service de passeports, entre la Hollande et la Belgique, dès qu'une partie de la frontière commune entre ces deux pays aura été libérée de l'occupation allemande¹²¹. »

Les participants de cette réunion sont, pour la France, Boucabeille et le commandant Gaffajoli (chef du service des passeports) ; pour la Belgique, Moors (délégué de la Sûreté militaire belge), pour l'Amérique le *Captain* Goelet et le *Lieutenant* Waldo, pour l'Angleterre le *Captain* Wygors, pour l'Italie le vice-consul Galli. Au terme de cette réunion, il a été décidé (sous réserve d'acceptation par les autorités politiques respectives) que les renseignements présentant un intérêt général seraient immédiatement transmis au BI, que chaque délégué des pays participants aurait accès aux archives communes, que les services alliés,

aussi la lourde tâche de départager les services en cas de litige pouvant survenir lors du suivi en commun d'une affaire.

119 *Ibid.*.

120 Trois fois par semaine, chez l'attaché américain.

121 SHD/GR, 7 N 1180, *op. cit.*

sans délégué permanent au BI, pourraient avoir accès, sur leur demande, aux archives, que les noms des suspects seraient communiqués pour publication dans le bulletin du bureau central interallié de Paris, que le *leadership* pour le suivi d'une affaire importante serait décidé en réunion du comité (les autres services adressant dès lors tous les renseignements la concernant au service désigné pour l'aider dans sa tâche), enfin que, si nécessaire, les personnels des autres services seraient susceptibles de renforcer un service en charge d'une mission prioritaire.

Il apparaît donc qu'en septembre-octobre 1918, les services alliés de guerre secrète soient plus à même de travailler en commun qu'en 1915. Cela n'est pas surprenant, puisqu'entretemps Foch est devenu généralissime des armées alliées : les mentalités ont donc évolué. Nous ne pensons pourtant pas que ce comité ait eu le temps de fonctionner avant la fin du conflit, du moins dans la forme retenue et selon les missions fixées. Mais l'exploitation de différents procès-verbaux amène une réflexion d'un autre ordre.

Même si le capitaine Lacaze écrit dans ses mémoires :

« J'ai lu et entendu dire que, vers la fin de la guerre, le SR avait failli à sa tâche et qu'il ignorait à quel point l'Allemagne était démoralisée. Ce n'est pas vrai ; nous étions au contraire parfaitement renseignés. J'étais quant à moi convaincu que l'Empire [allemand] s'effondrerait sans crier gare. Tout le monde [en France] se figurait que l'Allemagne se battrait pour l'honneur comme les Français en 1871. Elle s'en garda bien¹²². »

À la lecture du P.V. de la réunion du 9 octobre 1918, il paraît important de souligner qu'à un mois seulement de l'armistice, les SR alliés s'organisent en vue d'une guerre qui peut encore durer *a minima* un an. Ainsi - et même si l'on s'attendait à un recul du front allemand, notamment en Belgique¹²³ - l'effondrement militaire du *Reich* semble avoir surpris... même ceux qui se prétendaient les mieux informés !

¹²² Louis Lacaze, *op. cit.*, p. 277-278.

¹²³ « L'évacuation partielle de la Belgique pouvant se produire à bref délai, il serait nécessaire de provoquer d'urgence la décision des gouvernements alliés intéressés à la création de ce service » (SHD/GR, 7 N 1180, *op. cit.*).

BIBLIOGRAPHIE

- ALEM, Jean-Pierre, *L'espionnage à travers les âges*, Paris, Stock, 1977.
- ALLARD, Paul, *Les énigmes de la guerre*, Paris, Éd. des Portiques, 1934.
- ALLARD, Paul, *Les espions de la paix*, Paris, Baudinière, 1935.
- BOUCARD, Robert, *Les femmes et l'espionnage ; les dessous de l'expédition de Russie*, Paris, Éd. de France, 1929.
- BOUCARD, Robert, *Les dessous de l'espionnage anglais*, Paris, Éd. de France, 1931.
- BOUCARD, Robert, *Les dessous de l'espionnage français*, Paris, Éd. documentaires, 1934.
- BOURLET, Michael, « Jean Tannery, à l'origine de la guerre économique », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, dossier « Blocus et guerre économique », Paris, n° 214, avril 2004.
- DESGRANGES, Pierre, et de Belleval, *En mission chez l'ennemi*, Paris, Alexis Rédiér, 1930.
- GUSTHAL (CDT), *Héros sans gloire du 2ème bureau ; histoires vécues*, Paris, Baudinière, 1932.
- HAIG, Douglas, *Carnets secrets*, Paris, Presses de la Cité, 1964.
- IGNATIEFF, Paul, *Ma mission en France*, Paris, Éd. des Champs-Élysées, 1933.
- KAUFFER, Rémi, et FALIGOT, Roger, *Histoire mondiale du renseignement, 1,1870-1939*, Paris, Robert Laffont, 1993.
- KEENE, J.D., « Uneasy alliances: French Military Intelligence and the American Army during the First World War », dans *Knowing your Friends. Intelligence Assessment during the Two World Wars*, New Jersey, E.R. May editions, 1984.
- KEIGER, J.F.V., « Perfidious Albion ? French Perceptions of Britain as an Ally after the First World War », *Intelligence and National Security*, n° 13, dossier « Knowing Your Friends », Summer 1998.
- LACAZE, Louis, *Aventures d'un agent secret français*, Paris, Payot, 1934.
- LADOUX, Georges, *Les chasseurs d'espions. Comment j'ai fait arrêter Mata Hari*, Paris, Masque, 1932.
- LADOUX, Georges, *Marthe Richard, espionne au service de la France*, Paris, Masque, 1932.
- LADOUX, Georges, *L'espionne de l'empereur. Mémoires de guerre secrète*, Paris, Masque, 1933.
- LADOUX, Georges, et Marcel Berger, *Mes souvenirs ; contre-espionnage*, Paris, Éd. de France, Paris, 1937.
- LAHAIE, Olivier, « Les dividendes de l'Entente cordiale ; les accords militaires franco-britanniques, 1904-1914 », *Revue historique des Armées* n° 3-2004.
- LAHAIE, Olivier, *Charles Dupont. Mémoires du chef des services secrets de la Grande*

- Guerre*, Paris, Histoire et collections, 2014.
- LUCIETO, Charles, *Mémoires d'un agent secret de l'Entente. La guerre des cerveaux*, Paris, Berger-Levrault, 1930.
- MANGIN, Charles, *Comment finit la guerre*, Paris, Plon-Nourrit, Paris, 1920.
- MESSIMY, Adolphe, *Mes souvenirs*, Paris, Plon, 1937.
- MIQUEL, Pierre, *Les hommes de la Grande Guerre*, Paris, Fayard, 1987.
- MORDACQ, Henri, *La vérité sur le commandement unique. Récit d'un témoin*, Paris, Albert, 1926.
- MORDACQ, Henri, *Le ministère Clemenceau, journal d'un témoin*, 2, Paris, Plon, 1930.
- PEDRONCINI, Guy, *Pétain*, Paris, Perrin, 1989.
- PICHOT-DUCLOS, René-Agis, *Réflexions sur ma vie militaire au GQG de Joffre*, Paris, Arthaud, 1948.
- POINCARÉ, Raymond, *Au service de la France*, VII et IX, Paris, Plon, Paris, 1931.
- RICHARD, Marthe, *Mon destin de femme*, Robert Laffont, Paris, 1974.
- SPEARS, E.L., *En liaison 1914*, Paris, Presses de la Cité, 1967.
- VIOLAN, Jean, *Dans l'air et dans la boue*, éditions des Champs-Élysées, Paris, 1933.
- VIOLLE, James, *L'espionnage militaire en temps de guerre*, Paris, Larose, 1903.
- WILSON, Henry, *Journal du maréchal Wilson*, Paris, Payot, 1929.
- Ypersele, Laurence van, *De la guerre de l'ombre aux ombres de la guerre*, Bruxelles, Labor, 2004.

Lieutenant A. FROMENT

L'ESPIONNAGE

Militaire

LES FONDS SECRETS DE LA GUERRE ET LE SERVICE
DES RENSEIGNEMENTS EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER



PARIS

F. JUVEN, ÉDITEUR

10, RUE SAINT-JOSEPH, 10

Tous droits réservés

Intelligence militare, guerra clandestina e Operazioni Speciali

Articles

- *Aux sources du renseignement humanitaire militaire : l'intervention française au Liban de 1860-1861*,
par GÉRALD ARBOIT
- *An Unimportant Obstacle? The Prusso-German General Staff, the Belgian Army and the Schlieffen Plan*,
by LUKAS GRAWE
- *Des traversées de frontières. Hernalsteens. Le grand réseau de renseignement français dans les territoires occupés, 1914-1915*,
par EMMANUEL DEBRUYNE
- *Le Bureau interallié de renseignement (1915-1918). Un exemple de coopération européenne en temps de guerre*,
par OLIVIER LAHAIE
- *Violatori di cifrari. I crittologi del Regio Esercito 1915-43*,
di COSMO COLAVITO
- *Les services spéciaux français en Belgique, 1936-1940*.
par ÉTIENNE VERHOEYN
- *S. I. E. P: Organización, funciones y contribución al sistema de inteligencia durante la Guerra Civil Española*,
por JOSÉ RAMÓN SOLER FUENSANTA, DIEGO NAVARRO BONILLA, HÉCTOR SOLER BONET
- *Dalla Spagna all'Italia: Il Servizio d'Informazione Militare in Europa nelle pagine della Rivista dei Carabinieri Reali*
di FLAVIO CARBONE
- *For Your Freedom and Ours. Polish refugees of war as soldiers and resistance fighters in Western Europe*,
by BEATA HALICKA
- *Le "front-tiers" pyrénéen. Les voies du renseignement durant la Seconde Guerre mondiale*,
par THOMAS FERRER
- *La chasse aux émetteurs clandestins en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale. Neutralité, communauté du renseignement et affaire Rado*,
par CHRISTIAN ROSSÉ
di DENISE ARICÒ
- *Our Men in Berlin. The Netherlands Military Mission to the Allied Control Council for Germany, 1945-1949*,
by DANNY PRONK
- *German Intelligence Partnerships in the Early Cold War. The American Intelligence Godfathers*,
by WOLFGANG KRIEGER
- *L'intelligence militare russa Il GRU nel decennio 2010-2020*,
di NICOLA CRISTADORO

Reviews

- *Military Intelligence negli Intelligence Studies*
Introduzione alle recensioni
[GIANGIUSEPPE PILI]
- CHRISTOPHER ANDREW & DAVID DILLS (Eds),
The Missing Dimension: Governments and Intelligence Communities in the Twentieth Century
[GIANGIUSEPPE PILI]
- RICHARD J. HEUER,
Psychology of Intelligence Analysis
[GIANGIUSEPPE PILI]
- PETER GILL, MARK PHYTHIAN, STEPHEN MARRIN (Eds.),
Intelligence Theory. Key Questions and debates,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- JAN GOLDMAN,
Words of Intelligence. A Dictionary,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- JAMES P. FINLEY (Ed.),
U. S. Army Military Intelligence History: A Sourcebook,
[GIANGIUSEPPE PILI]
- *Journal of Intelligence History*,
[Francesco Biasi]
- FILIPPO CAPPELLANO e COSMO COLAVITO,
La Grande guerra segreta sul fronte italiano (1915-1918),
[PAOLO FORMICONI]
- BEATA HALICKA,
Borderlands Biography: Z. Anthony Kruszewski in Wartime Europe and Postwar America,
[PAUL McNAMAR]
- TOMASO VIALARDI DI SANDIGLIANO,
Da Sarajevo alla cyberwar, appunti per una storia contemporanea,
[ANTHONY CISFARINO]
- PAOLO GASPARI,
Le avventure del Carabiniere Ugo Luca.
[FLAVIO CARBONE]
- VIRGILIO ILARI,
Il Terzo uomo del caso Dreyfus
[ANTHONY CISFARINO]
- GIANLUCA JODICE,
Il cattivo Poeta
[ANDREA VENTO]